

1.5. Quelle transition pour les pays à base agricole dans la mondialisation ?

Bruno Losch, Cirad UMR Art-Dev

Les questions liées à l'emploi sont centrales dans le débat public de la plupart des pays du monde, qu'il s'agisse de l'accès à l'emploi ou des conditions de travail (rémunération, types de contrats, pénibilité). Dans les pays les plus riches, la crise des économies débouche sur un chômage structurel et une croissance des inégalités. Dans les pays les plus pauvres ou à revenus intermédiaires, où les marchés du travail sont incomplets avec un poids majeur des secteurs dits informels, le cœur du débat est décalé et s'exprime plutôt au travers de la question de l'emploi des jeunes diplômés, de l'accès au salariat pour sortir de la précarité de l'économie informelle, et des conditions de travail en l'absence de normes sociales.

Curieusement, alors que la compétition internationale sur le coût du travail, permise par la libéralisation et les délocalisations qui en découlent, devrait faciliter une approche globale des questions d'emploi, il existe un déficit de réflexions en termes d'emploi mondial. Une telle approche permettrait notamment de prendre en compte le poids majeur de l'agriculture qui, avec 1,3 milliard d'actifs, constitue le premier secteur d'activité mondial (40 % des actifs totaux)^[15] et de réfléchir au devenir de cette masse d'actifs

dans les recompositions de la mondialisation (notamment les options d'emplois alternatives dans d'autres secteurs).

On peut identifier trois causes principales à cette absence de débat international sur l'emploi. Elle résulte probablement, tout d'abord, d'un effet d'optique : la question de l'emploi portée au niveau d'une population active mondiale de 3,3 milliards d'individus serait « trop grosse » pour être appréhendée correctement. Ensuite, elle s'explique aussi et surtout par la dimension éminemment nationale du débat sur l'emploi : le poids des contextes est déterminant et renvoie à des problématiques nationales très contrastées ; ce débat est aussi le plus souvent un objet central – voire fondateur – des politiques publiques et des compromis institutionnalisés entre l'Etat, les entreprises et les organisations représentant les différentes catégories de travailleurs. Enfin, la centralité de ce débat sur l'emploi mondial est occultée par le poids des représentations sur ce que serait l'évolution « normale » des économies et des sociétés – le développement – et par la segmentation des questions globales en champs d'analyse spécialisés, qui empêche une cristallisation des enjeux.

[15] On se réfère ici au seul secteur primaire, hors activités du secteur agro-alimentaire. Voir *infra* la discussion sur les données et leurs sources.

La non-prise en compte du défi de l'emploi global par la communauté internationale, les gouvernements et les organisations sociales est pourtant périlleuse, car l'absence de réponses appropriées est porteuse de crises économiques, sociales et politiques de très grande ampleur. Ce défi invite ainsi à interroger les contradictions et les limites du modèle de croissance, la valeur accordée au travail, et à imaginer d'autres trajectoires de changement plus durables.

Cette note examine dans un premier temps les principales causes expliquant les manquements du débat actuel. Elle présente ensuite une approche sur la situation de l'emploi agricole mondial et ses perspectives régionales. Elle aborde en conclusion la question du changement structurel pour les pays, encore aujourd'hui, profondément ancrés dans une économie agricole.

Les pièges de l'analyse standard du changement structurel

La vision évolutionniste du « développement »

Le débat international sur le développement est profondément ancré dans une vision évolutionniste qui prend sa source dans la notion de progrès. Progrès technique, économique et social traduit en indicateurs dont la métrique est fournie par les pays les plus « avancés » : ce sont leur niveau de vie et leur bien-être matériel actuel qui font référence.

La réduction des finalités du progrès à des ratios de richesse moyenne par « tête »

est discutable et contestée^[16], mais ce référentiel est tenace. Il a formaté les relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en étalonnant l'objectif de « rattrapage » proposé aux nouvelles nations issues de la décolonisation européenne. Mais ce rattrapage est celui des pays peloton de tête de la richesse matérielle et renvoie à une trajectoire tracée par l'Europe de l'Ouest et ses projections Outre-mer (en premier lieu les Etats-Unis) au cours des 19^e et 20^e siècles.

Cette invention du développement, dont les étapes ont été formalisées, entre autre par Rostow (1960), relève selon Rist (1996) d'une « *croissance occidentale* », mais on ne peut que constater son adoption généralisée dans le débat international. Elle a désormais pris la forme de la course à « *l'émergence* », devenue le mot d'ordre incontesté, mais qui renvoie toujours à la même métrique, qui est celle des pays aujourd'hui matériellement les plus riches (Gabas et Losch, 2008).

Le modèle historique de la transition

Cette vision évolutionniste repose sur la séquence historique de transition économique, observée dans la plupart des régions du monde et « *confirmée par l'évidence statistique* » (Timmer, 2009). Elle consiste au passage progressif d'une économie basée sur l'agriculture à l'industrie puis aux services, et du rural à l'urbain. Cette transformation structurelle est rendue possible par les gains de productivité (progrès technique puis scolarisation de masse) qui permettent l'accumulation puis les transferts de main-

[16] L'évaluation du PIB par tête à parité de pouvoir d'achat (PPA) permet une approche relative en fonction des conditions d'accès à un panier de biens et services. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avec son indice de développement humain (IDH), issu notamment des travaux de Sen, a introduit d'autres variables liées au bien-être et aux « *capabilités* » (l'espérance de vie et l'accès à la santé, le niveau d'éducation dont découle le degré de liberté des choix individuels). Le Bhoutan propose le bonheur national brut (BNB) prenant en compte la sauvegarde des patrimoines culturels et naturels. La question centrale qui est posée est celle des échelles de valeurs, qui sont profondément situées dans des contextes culturels et sociaux précis et difficilement réductibles.

d'œuvre et de capitaux d'un secteur à l'autre, parallèlement à l'augmentation des niveaux de vie et à la croissance, et la diversification de la demande. Cette transition économique s'accompagne d'une transition démographique qui correspond au passage de taux de mortalité et natalité élevés à des taux faibles, conséquence des progrès sanitaires.

Dans ce processus d'évolution, l'agriculture joue un rôle initial et moteur d'accumulation primitive. Les gains de productivité s'accompagnent d'une sortie massive des actifs du secteur agricole (le déversement intersectoriel) qui migrent vers les villes (ou d'autres régions ou l'étranger). Ce mouvement est enchâssé dans le développement des manufactures, de l'industrialisation et des services, puis leur sophistication progressive portée par les progrès technologiques.

L'hypothèse de convergence mise à mal

Dans cette vision, l'aboutissement du processus correspond à une convergence généralisée vers un seul modèle qui serait celui des démocraties de marché à grande abondance matérielle : une sorte de « fin de l'histoire du développement » à la Fukuyama^[17]. Cette représentation de la marche du monde bute cependant sur trois constats majeurs : la croissance des asymétries entre pays et régions et au sein des pays ; les limites du modèle de croissance à base d'énergies fossiles ; l'évolution contraire entre une population active croissante et la destruction d'emploi par le progrès technique.

- La croissance des asymétries :

Tout d'abord, la vérification de l'hypothèse d'une convergence générale qui attesterait de la réussite du « développement » reste incertaine : la fulgurance de la croissance chinoise au cours des cinquante dernières années est certes spectaculaire, et de très nombreux pays ont connu des changements structurels profonds et rapides ; mais, derrière les ratios *per capita* trompeurs attestant d'une diminution de la pauvreté, il existe aussi une nette augmentation des disparités qui interroge la capacité d'intégration effective du modèle de croissance et pose la question de sa viabilité sociale et politique^[18].

Les écarts entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres se sont renforcés ; mais des asymétries croissantes existent aussi entre catégories sociales et régions au sein de la plupart des pays et se traduisent par l'explosion des inégalités. La situation la plus difficile est celle des « derniers partis » dans le processus de changement structurel (les retardataires ou *late developers* selon la métrique évolutionniste), pour qui le rattrapage des étapes suivies par les autres pays est compliqué par la mondialisation et ses caractéristiques, à savoir : une mise en concurrence directe – du fait de la libéralisation – de pays et de firmes dont les niveaux de productivité varient de 1 à 100^[19]. Comme l'ont montré Arrighi et Zang (2011), ce développement-là s'accompagne d'une divergence croissante : les écarts de richesse

[17] Dans un livre controversé paru en 1992 et intitulé « *La fin de l'histoire et le dernier homme* », Fukuyama reprenait la vision hégélienne d'un consensus généralisé lié à la fin des idéologies en s'appuyant sur l'effondrement de l'URSS.

[18] McMillan et Rodrik (2011) ont montré combien les situations latino-américaine (pour partie) et – surtout – africaine étaient confrontées à d'importantes difficultés de changement structurel, avec notamment des déplacements de main-d'œuvre vers des secteurs à faible productivité (secteur informel urbain en particulier).

[19] Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), les valeurs moyennes de productivité globale (le ratio valeur ajoutée par population active et employée) varient de 500 USD pour l'Afrique subsaharienne (ASS), à 2 500 USD pour les autres pays en développement (catégorie Nations unies) et 50 000 USD pour les pays de l'OCDE (Unctad, 2006).

entre les pays du « premier monde » et les pays les plus pauvres (l'Afrique subsaharienne) ont plus que doublé entre 1960 et 2005^[20]. Les inégalités propres à chaque nation y font écho, y compris chez les plus riches^[21].

- Les limites du modèle de croissance :

Le deuxième constat est que cette convergence supposée vers de hauts niveaux de consommation matérielle est incompatible avec un « monde fini », où le stock de ressources disponibles est limité, en particulier pour les énergies fossiles qui ont entièrement structuré le modèle de croissance mondial depuis le 19^e siècle. Ce modèle a produit des externalités négatives qui sont de plus en plus difficilement gérables, la première étant le changement climatique^[22].

Ainsi, le « rattrapage des premiers » selon ce même modèle de croissance est physiquement impossible à l'échelle de tous les pays du monde ; et cette évidence porte en elle un potentiel de conflit absolu qui, faute de coopération, pourrait déboucher sur des avènements chaotiques^[23]. Il convient de rappeler ici que les tensions nées de la transition

européenne et le choc des égoïsmes nationaux ont produit deux guerres mondiales.

- Les effets de ciseaux sur l'emploi global :

Le troisième constat, enfin, est que le progrès technologique ouvre certes en permanence de nouveaux possibles (et de nouveaux marchés), mais il s'accompagne aussi, du fait de productivités toujours accrues, par une destruction du travail humain. Cette destruction va à contre-courant de la généralisation du travail salarié liée à l'urbanisation du monde et aussi de la croissance globale absolue de la population active^[24].

La croissance des besoins en biens et services liée à l'augmentation de la population et des niveaux de vie crée certes une demande toujours plus grande en facteurs de production, et donc aussi en travail. Mais la combinaison de la substitution de facteurs (capital/travail) et de la compétition générale permise par la mondialisation (coût et qualité comparés du travail salarié au niveau mondial) est à l'origine d'un effet de ciseaux et de tensions nouvelles sur le travail qui ravivent la question des modalités de son absorption.

[20] Le PNB/tête des pays d'ASS ne représentait que 5,6 % de celui des pays du premier monde en 1960. Il n'en représente plus que 2,3 % en 2005. Le « premier monde » d'Arrighi et Zang correspond à l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et du Sud, la Scandinavie, Israël, l'Australie, la Nouvelle Zélande et le Japon. Le même rapport calculé cette fois sur la base du PIB par tête entre l'ASS et les seuls Etats-Unis de 1960 à 2010 donne un recul de 4,5 à 2,8 % (calcul de l'auteur d'après les *World Development Indicators*).

[21] Dans le cas des Etats-Unis, qui restent le pays avec le plus fort PIB/tête, le patrimoine des 1 % les plus riches était 125 fois supérieur au patrimoine médian en 1960, contre 225 aujourd'hui (Allegretto, 2011).

[22] Krausmann (2011) rappelle l'ampleur du bouleversement récent (un peu plus de deux siècles) qui a consisté au passage d'un modèle de croissance basé sur l'énergie solaire (la croissance de la biomasse) à un modèle basé sur les énergies fossiles. Ce bouleversement qui correspond au passage du régime agraire au régime industriel a permis l'émancipation du modèle énergétique et fait sauter les verrous de la croissance (les limites du cycle végétatif et des surfaces récoltées / récoltables). Mais les externalités négatives du régime industriel et sa ponction sur des stocks de ressources non renouvelables posent ses propres limites, alors que 15 % seulement de la population mondiale vit selon les standards de consommation des pays les plus riches.

[23] Entre les menaces de pénurie en ressources naturelles et les inégalités de répartition des richesses, les risques de conflits entre puissances hégémoniques et émergentes sont majeurs. Ils permettent de raisonner ce que Wallerstein appelle le risque de « l'anarchie globale » qui s'installerait faute de coopération entre nations, et si le « *camp de Davos* » l'emportait sur celui de « *Porto Alegre* » (Wallerstein, 2003).

[24] La population active mondiale a augmenté de 2,4 milliards de personnes au cours des quarante dernières années et elle augmentera encore de 1,4 milliard d'ici 2050 (*World Population Prospects*, 2010 revision).

Les transferts massifs de main-d'œuvre entre secteurs qui ont caractérisé les cycles de croissance passés doivent être interrogés à la lumière de ce nouveau contexte.

Conflits de temporalités

Ces différents écueils qui contrarient la convergence vers une configuration unique et un destin commun sont révélateurs de conflits de temporalité qui sont caractéristiques des biais de l'analyse évolutionniste standard.

En effet, s'il existe bien une diachronie des étapes historiques des transitions observées jusqu'à aujourd'hui, ces transitions ne se sont pas déroulées au même rythme et au même moment. Elles ont été asynchrones ; et chaque grande région du monde a connu des changements propres à ses combinaisons endogènes de facteurs naturels, économiques, sociaux, politiques et institutionnels, mais aussi à ses relations avec le « reste du monde ». Ces rapports entre les processus internes et externes, entre le national et l'international, et les moments spécifiques auxquels ils ont lieu, « *The moment in time* » (Gore, 2003), sont déterminants pour la compréhension des dynamiques de changement et des rapports de force. Ils rappellent qu'il ne peut pas y avoir répétition des séquences passées.

Ainsi, les transitions européennes engagées à la fin du 18^e siècle avec les révolutions agricole et industrielle ont largement bénéficié de la situation hégémonique de l'Europe de l'Ouest, initiée par la « *capture de l'Amérique* » (Grataloup, 2007 ; Pomeranz, 2000), qui a permis une croissance fondée sur l'échange inégal (impérialisme et colonisation) et les protections nationales (Bairoch, 1997),

mais aussi sur des migrations de masse ayant servi d'exutoire au sous-emploi (60 millions d'Européens se sont installés dans les « *nouveaux mondes* ») (Rygiel, 2007). Les transitions latino-américaines puis asiatiques ne sont pas de même nature : elles ont certes des caractéristiques similaires en termes de transfert intersectoriel des facteurs de production, mais elles ne constituent en rien une duplication des transitions européennes car elles ont eu lieu à un autre « moment » du monde caractérisé par le développement national autocentré (Giraud, 1996). En effet, de l'entre-deux-guerres (où commencent les transitions d'Amérique latine) à la mondialisation engagée dans les années 1980, le régime international est caractérisé par le poids des politiques nationales autonomes, visant la modernisation par une intervention forte de l'État et la substitution des importations. Ces transitions dans lesquelles s'engage aussi une grande partie de l'Asie dès après la Seconde Guerre mondiale ont bénéficié bien sûr des acquis précédents (progrès technique, progrès en matière d'institutions et d'organisations), mais les pays concernés ont pu aussi s'en emparer à l'abri de protections nationales.

Le défi aujourd'hui pour les pays qui sont restés à base agricole – principalement l'Afrique subsaharienne et, pour partie, l'Asie du Sud – et qui n'ont donc pas amorcé la transition vers une économie plus diversifiée, est de réussir leur changement structurel dans le nouveau régime international qui est celui de la mondialisation. Héritiers du découpage colonial et arrivés plus tardivement sur la scène internationale^[25], les pays d'ASS bénéficient certes des opportunités offertes par la mondialisation (accès à de nouveaux débouchés et à de nouveaux appro-

[25] La plupart des pays ont acquis leur indépendance politique dans la décennie 1960, mais la décolonisation s'est poursuivie dans les années 1970.

visionnements en biens, capitaux, connaissances et savoir-faire), mais ils sont en revanche confrontés à de nombreuses contraintes : concurrence internationale accrue (écarts de compétitivité, érosion des dynamiques locales résultant des importations) ; contestation du rôle de l'État liée à l'idéologie de la libéralisation ; instabilité de l'environnement économique global (crises financières) ; et enfin limites d'un modèle de croissance consommateur de ressources non renouvelables, dont les conséquences seront de plus en plus difficiles à gérer (changement climatique, perte de biodiversité). A ce titre, le reste du monde souhaiterait d'ailleurs leur imposer des normes contraignantes – émissions de gaz à effet de serre, déforestation, etc. – que les pays technologiquement plus avancés n'ont pas eu à respecter (et ne respectent généralement pas ou très partiellement)^[26].

Ainsi, une dimension fondamentale de la mondialisation est qu'elle se traduit par une confrontation, par nature synchrone, de transitions asynchrones entre les pays aujourd'hui les plus riches, ceux qui essaient de les rattraper et ceux qui sont restés loin derrière. Le défi analytique de la période actuelle est dès lors d'embrasser simultanément ces différentes temporalités – diachronie, asynchronie et synchronie – qui se combinent afin de déterminer le champ des

possibles (et des impossibles). Ce défi n'est pas anodin tant la vision évolutionniste reste dominante^[27].

Cette tâche, enfin, est rendue d'autant plus difficile que la segmentation des champs d'analyse revient à spécialiser les approches de la question du changement structurel. Celle-ci est déclinée en de multiples problématiques autonomes – la pauvreté, l'instabilité des marchés, l'urbanisation, l'agriculture, l'emploi, la dette, l'impact du changement climatique, etc. –, alors que l'enjeu est d'articuler ces approches dans des stratégies à même de répondre aux défis de la période. Ce handicap se double souvent de biais analytiques propres à chaque champ thématique, comme dans le cas de l'agriculture où la question de l'alimentation (ou, même, de la seule production) tend à prendre le pas sur les autres fonctions économiques, environnementales, sociales et culturelles – cette multifonctionnalité qui est inhérente au rapport particulier de l'agriculture à l'espace, aux territoires et aux modes de vie^[28].

Quelle évolution pour l'emploi mondial : où sont et où seront les actifs agricoles ?

Réfléchir à l'évolution de l'emploi mondial impose de s'intéresser à l'activité agricole et aux

[26] Cette différence de traitement entre les pays, en fonction de leur position hégémonique ou subordonnée, a été parfaitement rappelée par Chang (2002) avec son « *Kicking away the ladder* », qui montre comment les pays aujourd'hui les plus riches souhaitent empêcher les autres d'appliquer les politiques qu'ils ont eux-mêmes menées (en particulier les protections et subventions).

[27] A cet égard le Rapport 2012 sur le développement dans le monde de la Banque mondiale (2013), consacré à l'emploi est absolument révélateur. Selon le premier paragraphe de son abrégé en français : « *L'emploi est la pierre angulaire du développement économique et social. De fait, le développement découle de l'emploi. Par le travail, les êtres humains peuvent sortir de la pauvreté et améliorer leurs conditions de vie. Une économie se développe lorsque les compétences individuelles progressent, que les populations quittent les champs pour travailler dans des entreprises, et que des emplois plus productifs sont créés tandis que d'autres, moins productifs, disparaissent.* » (p. 2).

[28] La crise des prix des matières premières agricoles et sa médiatisation ont contribué à éclipser le débat engagé dans les années 1990 sur la multifonctionnalité de l'agriculture et à marginaliser (voire remettre en cause) les politiques publiques qui en faisaient la promotion. Sur ces politiques et leur instrumentalisation dans le cadre des négociations sur la libéralisation commerciale, voir Barthélémy *et al.* (2003) et Losch (2004).

emplois qu'elle génère. En effet, la population agricole, celle qui vit principalement d'une activité agricole, au sens large, correspond aujourd'hui à près de 40 % de la population

mondiale ; et l'agriculture compterait 1,3 milliard d'actifs sur 3,3 milliards d'actifs totaux (voir encadré 1).

Encadré 1 *La démographie et l'emploi agricoles*

Selon la FAO et sa base de données FAOStat, la population agricole est définie comme suit : « ensemble des personnes qui vivent de l'agriculture, de la chasse, de la pêche ou de la foresterie. Cette estimation comprend toutes les personnes exerçant une activité agricole ainsi que les inactifs à leur charge. Il ne s'agit pas nécessairement d'une population issue exclusivement de la population rurale ».

La population active agricole correspond à la « partie de la population active qui possède un travail ou en recherche un dans l'agriculture, la chasse, la pêche ou la foresterie », sachant que selon l'OIT la population active comprend « toutes les personnes qui, durant une période de référence spécifiée, sont considérées comme pourvues d'un emploi ou au chômage, c'est-à-dire qui constituent la main-d'œuvre ». La population âgée de 15 à 64 ans est généralement considérée comme active. Cependant, selon l'OIT, « les personnes pourvues d'un emploi comprennent toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui se trouvaient, durant une brève période de référence spécifiée, telle qu'une semaine ou un jour, dans les catégories emploi salarié ou emploi non salarié (...) ». Il existe des différences entre pays qui portent sur les âges et périodes de référence. Les données de population et d'emploi agricoles présentées dans cette note sont issues de FAO-Stat 2012 et concernent l'année 2010, sauf autre spécification. Elles sont calées sur les estimations démographiques des Nations unies de 2010 (*World Population Prospects, 2010 revision*) et sur les estimations d'activité et d'emploi de l'OIT (Laborsta 5^{ème} édition, 2008).

Les statistiques de l'OIT sont très incomplètes, en particulier pour l'Asie et encore plus pour l'Afrique (de nombreux pays sont manquants et souvent seules quelques années sont disponibles). Quant aux données démographiques de la FAO, elles sont souvent critiquées, notamment pour leur surestimation de la population active totale et agricole de certains pays. L'un des biais porte sur une définition extrêmement large de la population et de la population active agricole par la FAO qui prend comme critère la pratique d'une activité agricole, même si celle-ci est secondaire dans l'activité et le revenu global des ménages. FAOStat reste toutefois la seule base couvrant tous les pays du monde sur longue période.

Le cas de la Chine est le plus problématique puisque l'écart entre la FAO et l'OIT, variable selon les années, s'élève jusqu'à plus de 200 millions d'actifs agricoles (218 millions en 2010). Une partie de cet écart porte sur l'estimation de la population active totale pour la FAO et de l'emploi total pour l'OIT (différence de 58 millions en 2010). Les écarts entre population active totale et emploi total existent aussi pour l'Inde.

Cette situation dominante confère à l'agriculture une place particulière dans la question du travail et de l'emploi au 21^e siècle, même si cette place a considérablement régressé dans plusieurs régions du monde. Elle reste le premier secteur d'activité et son rôle

futur dans l'emploi global dépendra de l'évolution plus générale de l'économie et de la démographie mondiales. En effet, la taille des cohortes annuelles de jeunes actifs qui intégreront l'agriculture dans les prochaines décennies sera directement liée à l'évolution

de la croissance de la population mondiale et aux capacités d'absorption des autres secteurs de l'économie. Ces capacités d'absorption diffèrent selon le degré de changement structurel de chaque ensemble régional.

Il convient toutefois d'interroger le modèle de sortie du secteur qui a prévalu au cours des deux derniers siècles dans les pays les plus riches. Ce modèle, consubstantiel des transitions européennes, qui a été marqué par un passage des actifs agricoles à environ 3 % de la population active, est largement répliqué aujourd'hui dans d'autres régions du monde. Les processus de transferts d'actifs s'opèrent cependant à des rythmes très divers, en fonction de l'urbanisation et du développement des industries et services, et il n'est pas acquis qu'il soit reproductible partout et dans la durée du fait des problèmes de durabilité du régime de croissance actuel basé sur les énergies fossiles.

Etat des lieux et perspectives 2020

La première étape pour explorer la question de l'emploi agricole dans l'emploi global et son devenir est d'examiner la situation de l'emploi agricole mondial aujourd'hui. La grande masse des actifs agricoles est en Asie. Selon les données de la FAO, ils seraient (encore) 500 millions en Chine (un niveau largement contesté), 270 millions en Inde, 260 millions dans les autres pays asiatiques, soit près de

80 % du total mondial. L'autre grande région agricole est l'ASS qui, avec 200 millions d'actifs, regroupe 15 % du total^[29]. Toutes les autres régions du monde confondues ne totalisent plus qu'environ 80 millions d'actifs agricoles, soit 7 % de l'effectif mondial (graphique 1).

Cette photographie est évidemment le résultat de tendances extrêmement contrastées car, si la population active agricole mondiale a cru de 350 millions d'individus au cours des trente dernières années (+37 %), la croissance s'est concentrée en ASS (+90 %), Inde (+50 %) et Chine (+30 %), alors qu'elle s'effondrait en Europe (-60 %) et en Amérique du nord (-40 %). Ces évolutions traduisent celles de la démographie mondiale et les rythmes différents de déversement intersectoriel qui correspondent à la rapidité des changements structurels des différentes économies régionales.

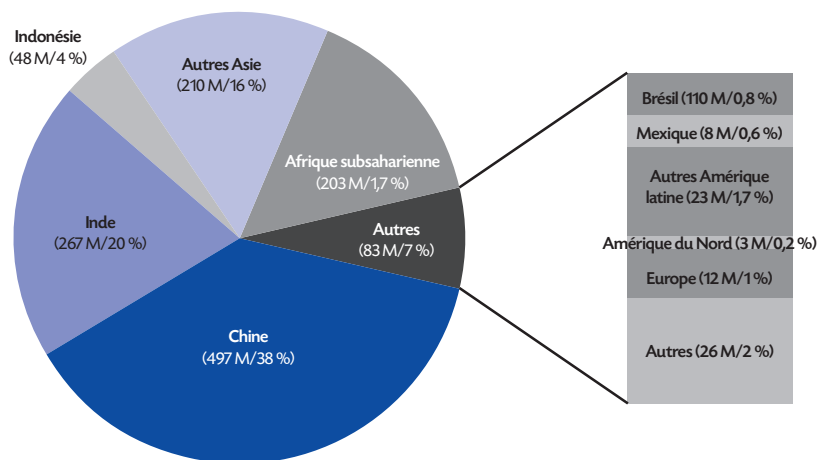
Ces évolutions structurelles sont extrêmement diverses (graphique 2). Si l'Amérique latine a vu la part de sa population active agricole divisée par 2,5 au cours des trente dernières années, les évolutions asiatiques et africaines sont beaucoup plus lentes (entre -15 et -20 %) et ces deux régions conservent toujours des taux d'actifs agricoles supérieurs à 50 % de la population active totale^[30]. Selon la FAO, qui effectue une projection tendancielle jusqu'en 2020, ces taux ne devraient passer sous ce seuil qu'après cette date.

[29] Contrairement à la définition des régions retenue par les Nations unies, les données présentées dans cette note incluent le Soudan dans l'ASS et non pas dans l'Afrique du Nord. Depuis la partition (2011) le Soudan est rattaché à l'Afrique du Nord, et le Soudan du Sud à l'ASS.

[30] La proportion d'actifs agricoles est encore beaucoup plus élevée dans certaines sous-régions comme la zone soudano-sahélienne en ASS où le taux d'actifs engagés dans l'agriculture peut atteindre 85 %, ce qui ne signifie pas qu'il s'agisse d'une activité exclusive.

Graphique 1

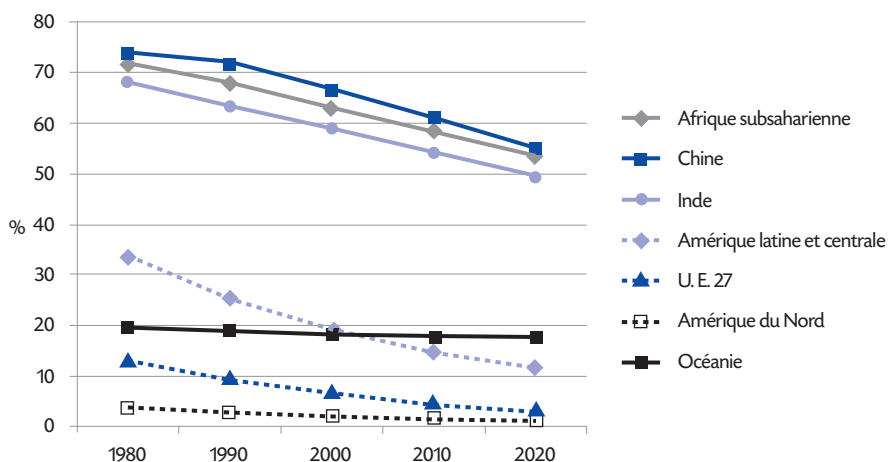
Répartition géographique des actifs agricoles en 2010
(en millions et % du total mondial)



Note : Europe sans l'ex-URSS qui est classée dans « Autres ».
Source : FAOStat.

Graphique 2

Part des actifs agricoles dans la population active totale (1980-2020)



Source : FAOStat.

La croissance de la population active agricole continuera au niveau mondial mais à un rythme très faible (0,2 % soit +25 millions d'actifs) et avec des écarts accrus entre régions (tableau 1) : elle serait toujours de 2 % par an en ASS (+4,5 millions), seulement

de 0,8 % en Inde (+2,2 millions) et négative ailleurs, notamment en Chine avec -0,7 % par an (-3,5 millions). L'ASS est la seule région où le rythme de croissance changera très peu par rapport à la période 1980-2010.

Tableau 1 *Evolution de la population active agricole mondiale par grandes régions ou pays (1980-2020), en milliers*

	1980	2010	2020	Évolution 2010-2020			1980-2010
				milliers	% période	% an	% an
Chine	372 734	497 158	461 963	-35 195	-7,1	-0,7	1,0
Inde	176 653	267 490	290 055	22 565	8,4	0,8	1,4
Indonésie	31 913	48 004	46 591	-1 413	-2,9	-0,3	1,4
Autres Asie	147 129	209 622	215 749	6 127	2,9	0,3	1,2
Afrique subsaharienne	106 128	202 724	247 764	45 040	22,2	2,0	2,2
Brésil	16 330	11 078	8 231	-2 847	-25,7	-2,9	-1,3
Mexique	7 868	7 701	6 502	-1 199	-15,6	-1,7	-0,1
Autres Amérique latine	18 137	22 672	22 779	107	-20,1	0,0	0,7
Amérique du Nord	4 742	2 900	2 317	-583	-20,1	-2,2	-1,6
Europe (hors ex-URSS)	31 618	12 514	8 723	-3 791	-30,3	-3,5	-3,0
Autres	43 946	26 276	23 126	-3 150	-12,0	-1,3	-1,7
Monde	957 198	1 308 139	1 338 800	25 661	2,0	0,2	1,0

Source : FAOStat.

Ces projections sont bien sûr discutables car les inconnues sont nombreuses, la principale étant justement l'évolution intersectorielle des activités qui renvoie à la croissance économique mondiale, à ses déclinaisons régionales et sectorielles, et aux dynamiques migratoires internationales qui y sont liées. Ces transformations dépendront des conditions de gestion des crises actuelles et des impacts croissants et différenciés d'une mondialisation accrue d'une part, des changements clima-

tiques et de la pression sur les ressources naturelles d'autre part.

Et après 2020 ? Ce que nous disent les projections démographiques

Pour raisonner les évolutions possibles du défi de l'emploi mondial où l'emploi agricole a une place si particulière, les paramètres utilisables sont peu nombreux. Les projections économiques sont extrêmement aléatoires du fait du spectre extrêmement large de

scénarios à 40 ans^[31] ; et ce sont les projections démographiques qui offrent le cadre de réflexion le plus solide (encadré 2). Deux séries de projections sont mobilisables : l'évolution de la démographie mondiale à l'horizon 2050^[32] ; et l'évolution du taux d'urbanisation, plus

délicate, qui permet d'estimer la répartition rural/urbain, la population rurale donnant une approximation de la proportion d'actifs qui seront toujours engagés – à des degrés divers – dans l'agriculture (en fonction des structures d'activité existantes et envisageables)^[33].

Encadré 2 La démographie mondiale : les dernières projections

Les données démographiques présentées ici correspondent aux dernières estimations et projections des Nations unies issues des *World Population Prospects, 2010 revision*, et des *World Urbanization Prospects, 2011 revision*.

Parmi les principaux points de différence avec les révisions 2008 et 2007, on notera en particulier :

- (a) des populations totales 2010 légèrement revues à la baisse ;
- (b) une croissance démographique moins forte mais qui durera plus longtemps avec une population à l'horizon 2050 plus nombreuse, ce croît supplémentaire ayant lieu en ASS ;
- (c) une urbanisation moins rapide que prévue. Ainsi pour l'ASS, les ruraux resteront majoritaires jusqu'au moins 2035 au lieu de 2030, et la croissance des cohortes sera légèrement plus faible mais aussi plus longue.

Les grandes tendances de la population active

Selon l'hypothèse médiane des Nations unies, la population mondiale devrait s'accroître de 2,4 milliards de personnes d'ici 2050 (tableau 2), soit une augmentation plus soutenue que dans les projections précédentes (+150 millions). Cette croissance sera d'abord celle de l'ASS qui compterait 1,1 milliard d'habitants supplémentaires, suivie par l'Asie du Sud et centrale (+710 millions dont +470 pour l'Inde). Les Amériques continueront de croître légèrement ; mais l'Europe et – surtout – l'Asie de l'Est verront leur population diminuer

(en particulier la Chine : -45 millions). Cette évolution va modifier profondément la carte de la population mondiale puisque l'ASS dépassera la Chine et comptera 2,5 fois plus d'habitants que l'Europe (entre 1960 et 2050, Europe et ASS auront inversé leur poids démographique relatif).

Du fait des modalités de la transition démographique et de l'évolution des rapports entre actifs et inactifs liée à celle des pyramides des âges, la dynamique de la population active sera encore plus contrastée (graphique 3).

[31] Comme rappelé précédemment, les réponses nationales et internationales à l'épuisement d'un modèle de croissance basé sur les ressources fossiles vont de la coopération renforcée aux conflits ouverts.

[32] Les tendances lourdes concernant la baisse des taux de fécondité comportent cependant des différences considérables : l'écart entre les hypothèses basse et haute de la population mondiale en 2050 calculées par les Nations unies (respectivement 8,1 et 10,6 milliards) est de 2,5 milliards de personnes. L'hypothèse basse est très largement considérée comme irréaliste et l'hypothèse médiane (9,3 milliards) apparaît comme la projection la plus optimiste.

[33] La répartition géographique de la population entre villes et campagnes est aussi sujette à une remise en cause par des événements extrêmes (conflits, pandémies, changement climatique accéléré, crises urbaines – liées au sous-emploi ou à l'absence d'emploi et à la difficulté de mise à niveau des infrastructures et services).

Tableau 2 Evolution de la population mondiale par grandes régions (1950-2050), en milliers

	1950		1970		1990		2010		2030		2050		2010-2050	
	Population	%	Population	%	Population	%	Population	%	Population	%	Population	%	Population	%
Afrique	229 895	9 %	368 148	12 %	635 287	12 %	1 022 234	15 %	1 562 047	19 %	2 191 599	24 %	1 169 365	114 %
<i>Afrique du Nord</i>	52 982	2 %	86 943	2 %	146 188	3 %	209 459	3 %	275 131	3 %	322 458	3 %	112 999	54 %
<i>Afrique subsaharienne</i>	186 103	7 %	295 971	8 %	515 593	10 %	856 327	12 %	1 353 772	16 %	1 960 102	21 %	1 103 775	129 %
Asie	1 403 389	55 %	2 134 993	58 %	3 199 481	60 %	4 164 252	60 %	4 867 741	58 %	5 142 220	55 %	977 968	41 %
<i>Asie de l'Est</i>	672 432	27 %	984 073	27 %	1 359 149	26 %	1 573 970	23 %	1 625 463	20 %	1 511 963	16 %	(62 007)	-4 %
<i>Asie du Sud et centrale</i>	507 072	20 %	778 832	21 %	1 246 396	23 %	1 764 872	26 %	2 215 897	27 %	2 475 684	27 %	710 812	40 %
Amérique latine et Caraïbes	167 368	7 %	286 377	8 %	443 032	8 %	590 082	9 %	701 606	8 %	750 956	8 %	160 874	27 %
<i>Amérique du Nord</i>	171 615	7 %	231 284	6 %	281 162	5 %	344 529	5 %	401 657	5 %	446 862	5 %	102 334	30 %
Europe	547 287	22 %	655 879	18 %	720 497	14 %	738 199	11 %	741 233	9 %	719 257	8 %	(18 941)	-3 %
Océanie	12 675	1 %	19 506	1 %	26 967	1 %	36 593	1 %	47 096	1 %	55 233	1 %	18 641	51 %
Monde	2 532 229	100 %	3 696 186	100 %	5 306 425	100 %	6 895 889	100 %	8 321 380	100 %	9 306 128	100 %	2 410 239	35 %

Source : World Population Prospects, 2010 Revision.

Dans les quarante prochaines années, celle-ci devrait croître de 1,4 milliard, dont 760 millions pour la seule ASS et 350 millions pour l'Inde, alors qu'elle diminuera en Europe (-90 millions) et aussi en Chine (-180 millions). Ces recompositions devraient générer à terme des flux migratoires importants, qui sont limités aujourd'hui par des mesures restrictives, vers les zones de croissance économique mondiale.

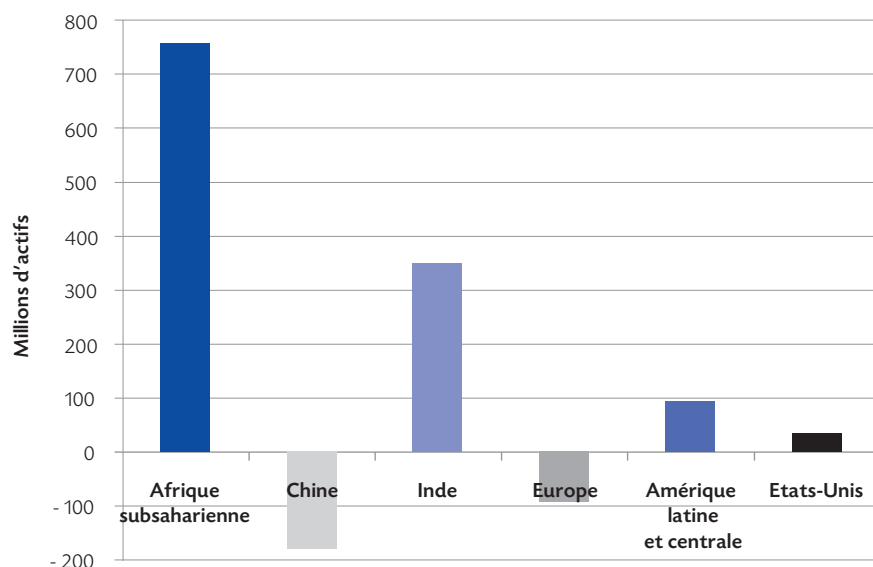
L'analyse des cohortes annuelles d'actifs entrant sur le marché du travail^[34] révèle une dynamique contrastée encore plus frappante

(graphique 4). L'ASS est la seule région où les flux d'actifs continueront à croître après 2050, avec 36 millions de nouveaux actifs entrants prévus à cette date. En revanche, les flux diminuent d'ores et déjà en Europe, en Asie de l'Est (Chine) et en Amérique latine ; ils diminueront en Asie du Sud (Inde) à partir de 2035, et se stabiliseront en Amérique du Nord vers 2040.

Ces recompositions majeures expriment différents stades de transition démographique. Dans les régions et pays les plus jeunes, la

Graphique 3

Evolution régionale de la population active entre 2010 et 2050

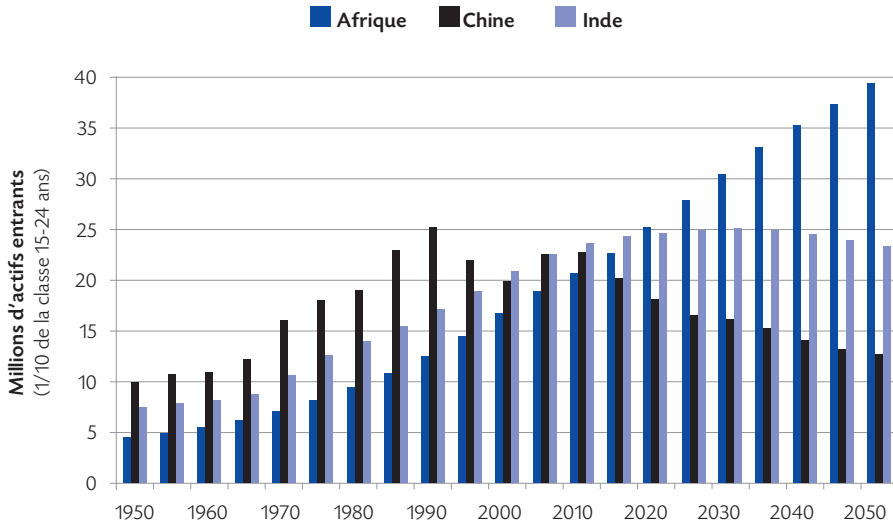


Source : World Population Prospects, 2010 Revision.

[34] La cohorte annuelle d'actifs entrant sur le marché du travail, ou arrivant à l'âge de la recherche d'une activité pourvoyeuse de revenus, correspond à 1/10 de la classe d'âge 15-24 ans. Par rapport à l'accroissement du nombre des actifs totaux (qui prend en compte les sorties de la classe 15-64 vers la classe 65 et plus), la cohorte annuelle de nouveaux actifs permet de mettre en lumière le poids des jeunes et d'éviter les grandes incertitudes sur la sortie effective de l'activité après 64 ans. Ces incertitudes sont particulièrement fortes dans les pays sans marché du travail formel et sans système de retraite généralisé (globalement la majorité de la population des pays hors OCDE).

Graphique 4

Cohortes annuelles d'actifs entrant sur le marché du travail : Afrique, Chine, Inde (1950-2050)



Sources : World Population Prospects, 2010 Revision ; calculs de l'auteur.

croissance de la population active accompagnée d'une baisse progressive de la natalité peut constituer une chance pour le développement économique et social, puisque le poids et le coût des inactifs dans la population totale diminuent (c'est le « dividende démographique »). Au cours des cinquante dernières années, certaines régions comme l'Asie de l'Est en ont profité pleinement, alors que d'autres comme l'ASS, qui étaient à un stade moins avancé de leur transition, ont vu leur croissance économique laminée par le poids de leur population inactives (graphique 5)^[35].

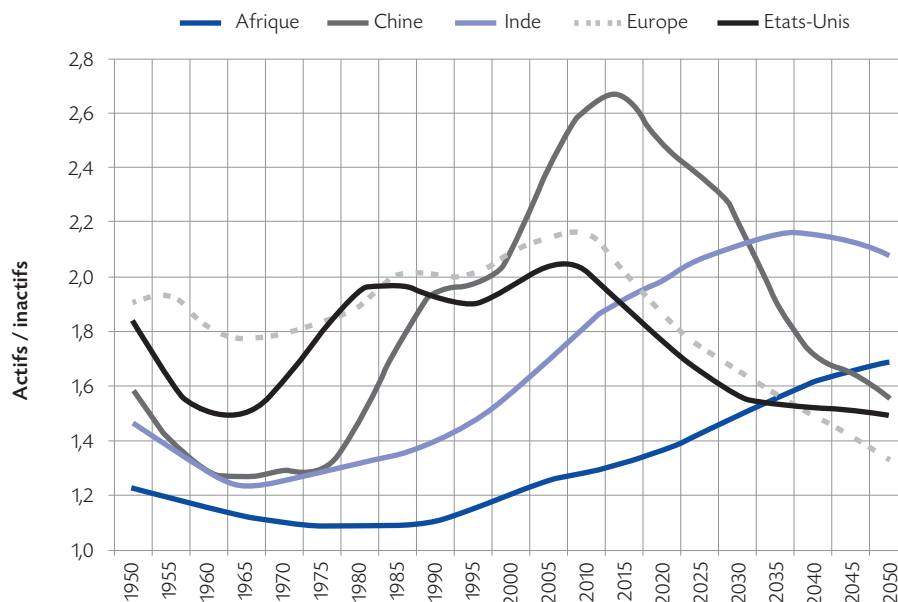
La fenêtre d'opportunité du dividende démographique est toutefois assez rapide^[36] et elle n'existe que si la population active trouve un emploi, ce qui dépend des caractéristiques de l'économie, de la société et des institutions, inhérentes au stade du changement structurel vers une économie diversifiée, mais qui dépend aussi des politiques mises en œuvre. En l'absence de croissance génératrice d'emploi, les tensions sociales et politiques peuvent rapidement devenir intenable, avec une pression considérable de la population jeune (c'est une des facettes des « révolutions

[35] Dans la décennie 1990, le ratio actif/inactif (le nombre d'actifs pour un inactif ou ratio d'activité) était de 2 en Chine contre 1 en ASS (il a culminé à presque 2,5 en Chine dans les années 2000).

[36] Le dividende n'est « distribué » que sur quelques décennies, jusqu'à ce que le vieillissement de la population renverse le rapport actifs / inactifs.

Graphique 5

Evolution du ratio d'activité par grandes régions et pays (1950-2050)



Sources : World Population Prospects, 2010 Revision ; calculs de l'auteur.

arabes »). Cette fenêtre doit aussi être utilisée pour préparer le stade du vieillissement de la population, qui se traduit par une nouvelle baisse du ratio d'activité.^[37]

Le rapport rural/urbain

Quant à la répartition de la population entre villes et campagnes, les dernières projections attestent d'un certain ralentissement de l'urbanisation, plus marqué en ASS, qui tempère – sans bien sûr le remettre en cause – le grand basculement de la population mondiale vers

les villes. Entre 1960 et 2010, la part urbaine est passée de 30 à 50 %. Alors que les Amériques et l'Europe étaient déjà largement urbanisées, la progression la plus spectaculaire a eu lieu en Asie et surtout en ASS.

Il reste néanmoins 3,3 milliards de ruraux aujourd'hui et c'est surtout la progression attendue de cette population rurale dans les 40 prochaines années qui mérite la plus grande attention. D'ici 2050, la population rurale perdrait globalement 283 millions de personnes et diminuerait dans toutes les

[37] Du fait de l'évolution de l'espérance de vie, le vieillissement de la population est beaucoup plus rapide. La part des 65 ans et plus devrait doubler en 20 à 30 ans pour la plupart des pays à bas revenus et revenus intermédiaires contre 71 ans aux Etats-Unis et 114 ans en France (Pison, 2009). En Chine, la part des plus de 65 ans passerait de 8 % aujourd'hui à 26 % en 2050 (soit environ 330 millions de personnes). L'ASS qui est la région la plus jeune vieillira aussi rapidement (Golaz *et al.*, 2012) mais avec un effet retard (après 2050) : il n'y aurait toujours que 5,5 % de plus de 65 ans en 2050.

régions du monde (près de -500 millions pour l'ensemble de l'Asie)^[38], sauf en ASS (tableau 3).

Dans cette région, la population rurale devrait croître de 310 millions de personnes en raison de la poursuite de la croissance démographique

et du ralentissement de l'urbanisation, et continuer à augmenter après 2050. Les ruraux y seront majoritaires jusqu'entre 2035 et 2040. Les tendances de l'ASS sont extrêmement contrastées en comparaison des autres régions (graphique 6).

Tableau 3 Population rurale par grandes régions, 1960-2050

	1960		1990		2010		2050		2010-2050	
Asie de l'Est	619 066	31 %	897 502	30 %	718 133	22 %	312 725	10 %	(405 407)	-56 %
Asie du Sud et centrale	507 324	25 %	907 487	30 %	1 190 834	36 %	1 175 086	38 %	(15 748)	-1 %
Afrique SSA	196 723	10 %	370 326	12 %	546 808	16 %	856 618	28 %	309 811	57 %
Amérique latine et Caraïbes	111 519	6 %	131 411	4 %	124 836	4 %	100 476	3 %	(24 359)	-20 %
Amérique du Nord	61 461	3 %	69 074	2 %	62 049	2 %	50 878	2 %	(11 172)	-18 %
Europe	259 456	13 %	217 514	7 %	201 588	6 %	128 216	4 %	(73 372)	-36 %
Autres régions	263 226	13 %	431 706	14 %	493 064	15 %	429 953	14 %	(63 111)	-13 %
Monde	2 018 775	100 %	3 025 020	100 %	3 337 311	100 %	3 053 953	100 %	(283 358)	8 %

Source : World Urbanization Prospects, 2011 Revision.

Traduites en données d'activité^[39], ces évolutions signifient que la population active rurale mondiale diminuerait de 260 millions d'ici 2050, mais que celles de l'ASS et de l'Asie du Sud et centrale progresseraient respectivement de 240 millions et de 30 millions.

Ces tendances donnent un aperçu sur les évolutions possibles de la population active agricole mondiale. Selon le degré de diversification des économies rurales,

la population active rurale et agricole peuvent être très différentes en fonction de la part des autres activités rurales. C'est le cas de l'Amérique latine qui a connu une dynamique de diversification rurale extrêmement forte. Mais dans le cas de l'ASS et pour une grande partie de l'Asie du Sud et du centre, où la population active rurale continuera à croître, le poids de l'agriculture reste et restera déterminant^[40]. Ainsi, l'hypothèse d'une population active agricole ramenée à 3 % des actifs

[38] Dont -390 millions en Chine et -30 millions en Inde.

[39] En appliquant le ratio rural/urbain à la classe 15-64 ans.

[40] Pour l'ASS, la FAO estime la croissance du nombre d'actifs agricoles à 45 millions d'ici 2020, alors que la population active rurale augmentera de 66 millions. Cela supposerait que 30 % du croît soit absorbé par les activités rurales non agricoles. Au vu de la structure d'activité des campagnes africaines, où les ménages ruraux non agricoles sont rares (Losch *et al.*, 2012), une évolution si rapide est peu probable.

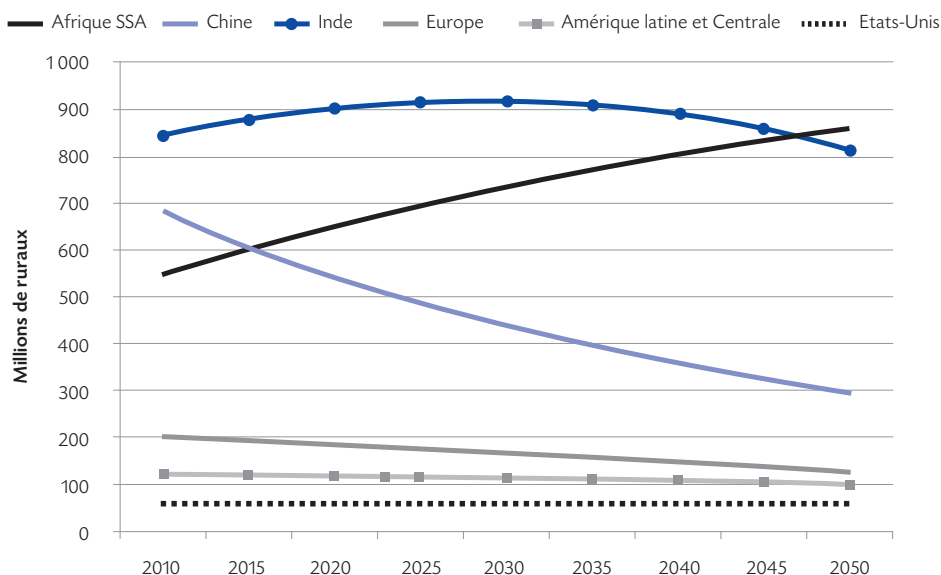
mondiaux à l'horizon 2050 n'est absolument pas réaliste : pour les grands foyers d'actifs agricoles (Asie et ASS), elle signifierait une évolution de -7 % par an pendant 40 ans (2010-2050), soit 10 fois plus que les évolutions constatées au cours des trente dernières années (où les taux se sont situés entre -0,6 et -0,7 % – voir graphique 2)^[41].

Ces considérations démographiques permettent d'apprécier l'ampleur du défi de l'emploi et montrent l'importance des différences régionales. Avec +1,4 milliard

d'actifs d'ici 2050 mais -260 millions d'actifs ruraux, les économies urbaines devront absorber plus de 1,6 milliard d'actifs supplémentaires. Les actifs agricoles diminueront fortement dans la plupart des régions du monde, selon des rythmes et des modalités qui dépendront des recompositions mondiales liées au changement du régime de croissance et des dynamiques locales. Mais leur nombre continuera à augmenter fortement en ASS et probablement jusqu'à la décennie 2030 en Asie du Sud et centrale.

Graphique 6

Evolution de la population rurale par grandes régions et pays (2010 et 2050)



Source : World Urbanization Prospects, 2011 Revision.

[41] En appliquant à l'ASS, la Chine et l'Inde le taux annuel moyen de -2,7 % constaté en Amérique latine (sur la période 1980-2010), la population active agricole représenterait toujours 20 % du total en 2050. En appliquant le taux de l'Union européenne (-3,5 %), la part des actifs agricoles se situerait autour des 14 %.



Options de transition pour les pays à base agricole

Cette situation particulière des pays à base agricole pose la question de leurs options de transition économique dans un contexte qui est désormais marqué par la mondialisation – avec ses opportunités et ses contraintes – et par les conséquences de l'épuisement des ressources non renouvelables et des changements globaux, qui seront de plus en plus marquées.

Plus précisément, comment gérer à la fois la croissance des actifs agricoles (et des actifs ruraux en général) et les sorties de l'agriculture en ASS et en Asie, qui sont les deux foyers de forte poussée démographique où les déversements intersectoriels de main-d'œuvre sont encore restés très limités (Headey *et al.*, 2010). Dans le cas africain, qui représente le risque de tensions le plus fort, 330 millions de nouveaux actifs (l'équivalent de la population des Etats-Unis aujourd'hui) arriveront sur le marché du travail – ou chercheront une activité pourvoyeuse de revenus – avant 2025^[42].

Dans le débat sur les options possibles, les points de vue sont souvent très divisés et se réduisent *in fine* entre les tenants de l'industrialisation et les tenants de l'agriculture (ou entre pro-urbains et ruralistes – Losch *et al.*, 2012).

Pour les premiers, l'industrie manufacturière est le seul véritable moteur possible du développement et donc de la transformation structurelle du sous-continent. La productivité

agricole serait trop faible, les défis trop importants et les progrès attendus trop lents. Il serait donc plus réaliste de développer l'industrie manufacturière et les services, d'autant plus que des opportunités nouvelles apparaissent : la hausse progressive des coûts industriels en Asie de l'Est due à l'augmentation des salaires (en Chine particulièrement) renforcera la compétitivité ; et les options pour un développement manufacturier « décentralisé » sont facilitées^[43].

Mais à cet égard, les grands pays du sous-continent indien, et en premier lieu l'Inde, sont dans une situation très différente. Ils sont fortement peuplés, avec des entités étatiques anciennes et de grande taille qui ont été en mesure de faciliter le développement d'une base industrielle, alors que l'ASS compte 48 Etats d'indépendance récente qui ont été confrontés à une longue récession pendant la période des ajustements. La stagnation structurelle des économies africaines est un cuisant rappel de l'échec des modèles de transition traditionnels dans cette région. L'exode rural et la sortie de l'agriculture y ont principalement nourri le secteur urbain informel, faute de décollage effectif d'un véritable secteur industriel.

Pour les tenants de l'agriculture, sa consolidation et son développement sont des étapes nécessaires. Ils rappellent que la pauvreté est d'abord une question rurale et que les ruraux pauvres sont profondément engagés dans l'agriculture. Celle-ci peut donc être un outil primordial de réduction de la

[42] A cet horizon de 15 ans, ces actifs sont déjà nés (en référence à l'âge actif standard de 15-64 ans), ce qui supprime toute incertitude de projection.

[43] Il s'agit en particulier des nouvelles opportunités d'industrialisation liées à l'externalisation et aux échanges intragroupes (une caractéristique majeure de la mondialisation). Celles-ci permettent un développement par segments de produits (*light manufacturing*) au lieu de produits finis (fabriqués de A à Z), une option qui impose des chaînes de valeur industrielles complètes et donc plus difficiles à mettre en œuvre et à maîtriser (UNIDO, 2008).

pauvreté, d'autant plus que le contexte est très favorable avec une demande soutenue de produits alimentaires (démographie et urbanisation). Surtout, le développement agricole crée des opportunités de diversification grâce à la hausse de la demande rurale nourrie par l'augmentation des revenus agricoles (les producteurs agricoles sont des consommateurs ruraux). Et la diversification des activités pour répondre à cette demande est un puissant moteur de changement structurel.

Le réalisme imposera bien sûr des réponses hybrides : les gains de productivité offerts par les transferts sectoriels sont des moteurs majeurs ; et il s'agit d'accompagner les transitions en jouant sur les potentialités des différents secteurs. Mais c'est ici que la prise en compte des temporalités s'impose plus que jamais. Les temps de l'Afrique ou de l'Inde diffèrent de ceux de la Chine ou de l'Amérique latine et, pour les pays à base agricole, les

politiques publiques devront gérer dans les trois prochaines décennies des centaines de millions d'actifs ruraux supplémentaires, qui devront s'insérer dans des territoires souvent déjà sous tension en termes de ressources disponibles (Alexandratos, 2005). Et d'autres modèles seront à inventer pour préparer l'érosion exponentielle des bases du régime de croissance actuel (Krausmann, *op.cit.*).

Ces défis de multiples transitions – démographique, économique, énergétique – appellent plus que jamais un réinvestissement du champ des stratégies de changement. Dès lors que le « développement » bute sur ses propres limites physiques et sur l'absence de viabilité politique de son manque de convergence, il est plus que jamais nécessaire de reconnecter les champs d'analyse pour raisonner les opportunités, les contraintes et imaginer de nouvelles voies possibles. La question de l'emploi global est une puissante incitation à l'action.



Références bibliographiques

ALEXANDRATOS N. (2005), "Countries with Rapid Population Growth and Resource Constraints: Issues of Food, Agriculture, and Development", *Population and Development Review*, n° 31 (2), pp. 237-258

ALLEGRETTO S. (2011), "The State of Working America's Wealth, 2011", *Briefing Paper*, n° 292, Economic Policy Institute, Washington, D.C.

ARRIGHI G. ET L. ZHANG (2011), "Beyond the Washington Consensus: A new Bandung?" In Shefner J. and Fernandez-Kelly P. (eds.), *Globalization and Beyond: New Examinations of Global Power and its Alternatives*, Park University, Pennsylvania State University Press.

BAIROCH P. (1997), *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours*, Gallimard – Folio, Paris.

BANQUE MONDIALE (2013), *Jobs, World Development Report 2012*, Washington D.C.

BARTHÉLÉMY D., H. DELORME, B. LOSCH, C. MOREDDU ET M. NIEDDU (EDS.) (2003), *La multifonctionnalité de l'activité agricole et sa reconnaissance par les politiques publiques*, Actes du colloque international de la Société française d'économie rurale, 21 - 22 mars 2002, Educagri, Dijon, 922 p.

CHANG H.J. (2002), *Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective*, Anthem Press, Londres.

FUKUYAMA F. (1992), *The End of History and the Last Man*, Free Press, New York.

GABAS J.-J. ET B. LOSCH (2008), « La fabrique en trompe-l'œil de l'émergence », In Jaffrelot, C. (dir.) *L'enjeu mondial : les pays émergents*, Presses de Sciences Po, Paris, pp. 25-40.

GIRAUD J.-N. (1996), *L'inégalité du monde. Économie du monde contemporain*, Gallimard, Paris.

GOLAZ V., L. NOWIK ET M. SAJOUX (2012), « L'Afrique, un continent jeune face au défi du vieillissement », *Populations et Sociétés*, n° 491.

GORE C. (2003), "Globalization, the International Poverty Trap and Chronic Poverty in the Least Developed Countries", *CPRC Working Paper*, n° 30, Unctad, Genève, 12 p.

GRATALOUP C. (2007), *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, A. Colin, Paris, 256 p.

HEADEY D., D. BEZEMER ET P. HAZELL (2010), "Agricultural Employment Trends in Asia and Africa: Too Fast or Too Slow?" *The World Bank Research Observer*, n° 25(1), pp. 57-89.

KRAUSMANN, F. (2011), "The Socio-metabolic Transition, Long Term Historical Trends and Patterns in Global Material and Energy Use", *Social Ecology Working Paper*, n° 131, Institute of Social Ecology, Vienne.

LOSCH B. (2004), "Debating the Multifunctionality of Agriculture: from Trade Negotiations to Development Policies by the South", *Journal of Agrarian Change*, 4 (3), pp. 336-360.

LOSCH B., S. FRÉGUIN-GRESH ET E. WHITE (2012), *Structural Transformation and Rural Change Revisited, Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World*, Africa Development Forum Series, Banque mondiale - Agence Française de Développement, Washington, D.C.

McMILLAN M. ET D. RODRIK (2011), "Globalization, Structural Change, and Productivity Growth", *NBER Working Paper*, n° 17143.

PISON G. (2009), « Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord », *Populations et Sociétés*, n° 457.

POMERANZ K. (2000), *The Great Divergence*, Princeton University Press, Princeton.

RIST G. (1996), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris.

RYGIEL P. (2007), *Le temps des migrations blanches. Migrer en Occident (1850-1950)*, Aux Lieux d'Être, Paris, 208 p.

ROSTOW W.W. (1960), *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, University Press, Cambridge.

TIMMER C.P. (2009), *A World without Agriculture: The Structural Transformation in Historical Perspective*, The American Enterprise Institute Press, Washington D.C., 83 p.

UNCTAD (2006), *Developing Productive Capacities, Report on the Least Developed Countries*, Nations unies, New York et Genève.

UNIDO (2008), *Breaking in and Moving up: New Industrial Challenges for the Bottom Billion and the Middle-Income Countries*, *Industrial Development Report 2009*, Unido, Vienne.

WALLERSTEIN I. (2003), "Entering Global Anarchy", *New Left Review*, 22, mai-juin.